

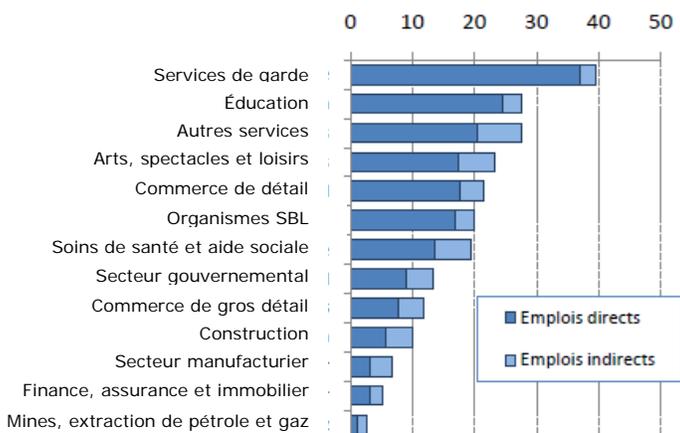
Une nouvelle étude montre les avantages rattachés à l'investissement dans les services de garde à l'enfance

Une nouvelle étude importante portant sur le volet économique des services de garde à l'enfance fournit d'autres preuves éloquentes des avantages rattachés à l'investissement dans ce secteur.

Cette étude, financée par le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance, a montré que l'investissement dans les services de garde à l'enfance offre de meilleur avantage économique qui soit, tous les secteurs de l'économie canadienne :

- *Meilleur créateur d'emploi* : l'investissement de 1 million de dollars dans les services de garde à l'enfance permettrait de créer 40 emplois, ce qui représente 43 % plus d'emplois que dans le deuxième secteur économique en importance et quatre fois plus d'emplois que si l'on investissait le même montant dans le secteur de la construction.
- *Puissant stimulant économique* : Chaque dollar investi dans les services de garde à l'enfance augmente la production économique (PIB) de 2,30\$. Il s'agit de l'un des facteurs d'influence les plus importants sur le PIB dans l'ensemble des principaux secteurs.

Multiplicateurs d'emplois, emplois par million de dollars



Source: Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance, rapport sur la pénurie de main-d'œuvre des effets socioéconomique, p.33

En outre, l'étude a montré que les investissements dans les services de garde à l'enfance font encore plus que s'auto-suffire si l'on tient compte des avantages qui en découlent pour la société, car ils génèrent des retombées de 2,54\$ pour chaque dollar investi au Canada. On a aussi estimé que chaque dollar investi produirait des recettes de quelque 90 cents pour les gouvernements fédéral et provinciaux. Même du point de vue fiscal étroit des gouvernements, cela signifie que les investissements dans les services de garde à l'enfance peuvent pratiquement s'auto-suffire.

Le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle de chef de file dans ce secteur pour cette seule raison supplémentaire que c'est lui qui en retirerait le plus d'avantages.

Au cours de la dernière année, les différents gouvernements du Canada ont investi des sommes considérables sous forme de stimulants destinés aux secteurs de la construction et des infrastructures. Cette étude montre que les dépenses dans notre *infrastructure sociale* et, plus particulièrement, dans les services de garde à l'enfance, sont cruciales et offre un stimulant économique encore plus puissant.

L'étude, réalisée sous l'égide du très réputé économiste Robert Fairholm du Centre for Spatial Economics (C4SE) et commanditée par le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance s'est aussi penchée sur plusieurs autres effets économiques et sociaux liés aux services de garde à l'enfance. Elle a par ailleurs estimé l'importance et l'effet des pénuries des travailleurs des services de garde à l'enfance, en plus de dégager d'autres constatations :

- Les résultats et avantages positifs pour l'enfance sont étroitement liés à la qualité des services de garde à l'enfance. Cependant, les parents ont de la difficulté à juger la qualité de ces services, ce qui illustre la nécessité de bien réglementer les services de garde à l'enfance et de veiller à ce que la prestation en soit assurée par le secteur public.

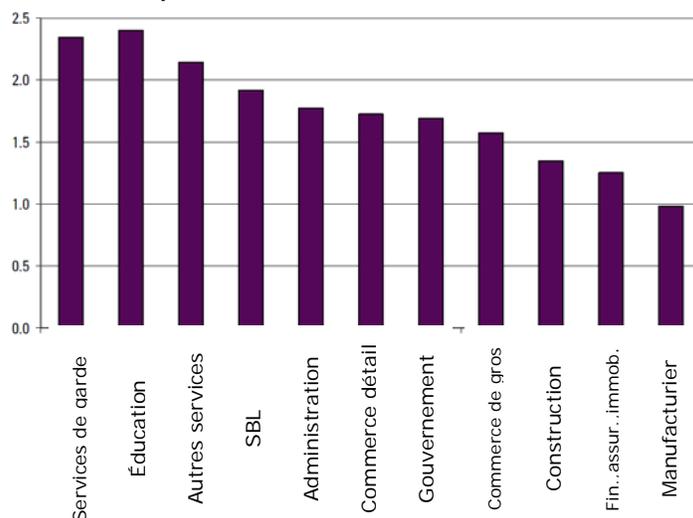
- Les faibles taux de rémunération et les conditions d'emploi médiocres ont entraîné un roulement de personnel élevé chez les fournisseurs de services de garde à l'enfance. Cette situation a elle-même entraînée une pénurie de main d'oeuvre immédiate des travailleurs de ce secteur de l'ordre de plus de 5 000 travailleurs par année, en moyenne, au cours des dernières années.
- La pénurie est limitée aux travailleurs du domaine qui ont reçu une formation et sont qualifiés. Les avantages sociaux et les avantages que retirerait le gouvernement sous forme de recettes en raison du plus grand nombre de travailleurs des services de garde à l'enfance dépassent les coûts rattachés à la formation et les niveaux de subvention actuels des services de garde.
- À l'échelle nationale, le coût économique net de ces seules pénuries immédiates est estimé à plus de 140 millions de dollars pour la période qui s'échelonne de 2001 jusqu'à 2007. La pénurie de travailleurs des services de garde à l'enfance a aussi empêché les parents d'intégrer la population active. Au total, cela représente une perte de près de 50 000 personnes-années d'emploi pour les travailleurs de ce secteur et les parents au cours de cette période.
- La pénurie de travailleurs qualifiés dans ce secteur deviendra très bientôt un problème encore plus urgent dans le contexte du resserrement des marchés du travail et de l'explosion démographique qui entraînera une importante augmentation des besoins et de la demande dans les prochaines années. L'investissement dans la formation et le recrutement des travailleurs de ce secteur contribuera à réduire un chômage croissant chez les jeunes.

Nous connaissons depuis des années les avantages économiques et sociaux rattachés à l'investissement dans les programmes de services de garde à l'enfance de grande qualité, comme l'ont montré de nombreuses études réalisées au fil des ans. Ces nouvelles études prennent appui sur les travaux de recherche antérieurs et les enrichissent de nouveaux résultats au sujet des importants avantages économiques rattachés à l'investissement dans les services de garde à l'enfance au Canada.

Les services de garde sont un important stimulant pour l'économie

Le multiplicateur du PIB montre la croissance que connaîtrait le PIB (résultat économique) grâce à une valeur de placement de 1,0 dans différents secteurs.

Multiplicateur du PIB direct, indirect et induit



Source : Services éducatifs et de garde à l'enfance, Comprendre la pénurie de main-d'œuvre : Une analyse bibliographique sur les effets socioéconomiques des services de garde et avantages nets, septembre 2009, p.36

Au lieu d'exercer des compressions, les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux auraient avantage à accroître leur appui aux services de garde à l'enfance afin de répondre aux besoins immédiats actuels et de planifier pour l'avenir. Il s'agit de l'investissement le plus judicieux de tous.

Il est possible de consulter des études détaillées par l'entremise du site Internet du Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance à l'adresse suivante : www.ccsc-cssge.ca/francais/aboutus/completed.cfm#p5

Le SCFP travaille en collaboration avec l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance et d'autres groupes et activistes en vue de mettre en place un système de garde à l'enfance sans but lucratif, inclusif, accessible et de qualité, financé par le secteur public au Canada. <http://www.ccaac.ca>